

Questions orales

Je serai heureux de discuter de toute la question avec d'autres députés. De telles discussions seraient peut-être plus utiles après le dépôt du rapport du Comité Beaudoin-Edwards, mais je suis prêt à amorcer ces discussions avant la parution de ce rapport.

Je veux m'assurer que ce seront la Chambre des communes et le Sénat qui auront le pouvoir de prendre les décisions finales, tout en reconnaissant que certains groupes de Canadiens méritent d'être plus que de simples témoins et doivent avoir la possibilité d'exposer clairement leur point de vue et d'échanger avec les membres du comité.

Ce sont là les objectifs que nous visons. Je désire combiner les meilleurs éléments du système parlementaire aux meilleurs éléments de démarches plus populaires et j'aurai besoin, pour cela, de toute l'aide que tous les députés pourront m'apporter.

Mme Lynn Hunter (Saanich—les-Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable des Affaires constitutionnelles.

Étant donné la réponse qu'il vient de donner à mon collègue qui est, comme moi, membre du Comité Beaudoin-Edwards—lequel travaille très fort cette semaine puisqu'il siège jusqu'à dix heures tous les soirs pour rédiger son rapport—je me demande si le ministre accepterait de venir témoigner devant le comité, afin de garantir que son rapport sera un outil utile comme nous l'espérons tous.

Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, si les membres du comité jugent qu'il serait utile que j'aie les rencontrer, je serais heureux de le faire.

* * *

WINNIPEG

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Pendant plusieurs mois, les habitants de Winnipeg ont attendu un plan fédéral de relance et de revitalisation de l'économie de leur ville. Au lieu du plan attendu, nous avons été témoins de la fin du programme de restauration

du centre-ville. Le taux de chômage a doublé. Plusieurs milliers de familles autochtones vivent dans une pauvreté abjecte et le gouvernement fédéral tarde toujours à agir.

Quand les habitants de Winnipeg entendront-ils parler du plan fédéral visant à sauver des emplois dans leur ville?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Le gouvernement fédéral s'est attaqué à ce problème sur plusieurs fronts.

Le plus important est de juguler l'inflation. Nous y travaillons. Il importe également de réduire le déficit, et nous agissons en ce sens.

Ces mesures ont pour effet de réduire les taux d'intérêt et, conséquemment, de relancer les investissements, les ventes de maisons et les mises en chantier. Voilà le genre de macropolitique nécessaire à la relance de l'économie.

Dans le secteur agricole—et nous reconnaissons que Winnipeg est évidemment une ville très importante pour le secteur de l'agriculture—nous avons mis de l'avant une nouvelle politique qui assurera un filet de sécurité aux producteurs, ce qui aura, en retour, un effet très bénéfique pour l'économie de l'ensemble du Manitoba et des collectivités rurales au Canada.

Nous constatons que les effets des changements politiques fondamentaux que nous avons apportés commencent à se faire sentir. Nous prévoyons toujours une croissance soutenue en 1982, mais l'économie devrait retrouver son dynamisme dès la deuxième moitié de cette année.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, la seule chose qu'a réussi à faire le gouvernement est de réduire l'économie de la ville. Il n'a pas du tout appliqué sa macropolitique.

Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre au sujet d'un projet précis.

Winnipeg est prête à transformer son Centre des congrès en complexe, à défaut d'autres mesures qui donneraient du tonus à l'industrie du tourisme. Il y a 20 ans, le gouvernement libéral était prêt à contribuer au lancement de ce projet.

Nous attendons toujours des nouvelles du gouvernement actuel. En fait, le gouvernement a refusé de participer financièrement au projet du Centre des congrès.